

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230706-lmc1209981-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
67	11	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 23/07/188</p> <p align="center">CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE TPM, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA SOCIETE RD TPM RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES BENEFICAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE POUR L'ANNEE 2023 (MAI A DECEMBRE) - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBon, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-David MARION.

Séance Publique du 6 juillet 2023

N° D' O R D R E : 23/07/188

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE
TPM, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA
SOCIETE RD TPM RELATIVE AUX MODALITES
TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES
BENEFICAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE
POUR L'ANNEE 2023 (MAI A DECEMBRE) -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/02/021 du 23 février 2023 confiant à la société RD TPM l'exploitation du service de transport terrestre et maritime de voyageurs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/03/072 du 23 mars 2023 reconduisant pour la période du mois de février à avril 2023, les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociales en faveurs des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble de ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis de la Commission Mobilités en date du 23 juin 2023,

CONSIDERANT l'intérêt de reconduire pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2023 les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE CONCLURE sur l'exercice 2023, pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2023, une nouvelle convention de partenariat financier entre le Conseil Départemental du Var, la société RD TPM et la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissant les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion, sur l'ensemble du périmètre du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant maximum prévisionnel de la participation du Conseil Départemental du Var sur la période considérée est de 100 000 (Cent mille) € TTC.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer avec le Conseil Départemental du Var et la société RD TPM, la convention relative aux modalités tarifaires applicables aux allocataires du RSA sous contrat d'engagements réciproques, sur le réseau de transport de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 64

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Rachel ROUSSEL.



Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Monsieur Thierry ALBERTINI, Monsieur Robert BENEVENTI, Madame Véronique BERNARDINI, Madame Nathalie BICAIS, Monsieur Laurent BONNET, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Josée MASSI, Monsieur Jean-Louis MASSON, Madame Valérie MONDONE, Monsieur Christophe MORENO, Madame Valérie RIALLAND, Monsieur Francis ROUX, Monsieur Christian SIMON.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR

**CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LE DEPARTEMENT DU
VAR, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA
SOCIETE RD TPM POUR LA PERIODE DU 1ER MAI 2023 AU 31 DECEMBRE 2023**

LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil Départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Var n° du 2023,

d'une part,

ET

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, agissant en vertu de la délibération N° 23 /05 /078 du Conseil Métropolitain du 04 mai 2023,

ET

La société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire du Service Public de transports en commun « Réseau Mistral » pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Madame Claudine SCHULTZ, Directrice de la société RD Toulon Provence Méditerranée,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT QUE :

ARTICLE 1er - Objet

Dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public qui lie la Métropole Toulon Provence Méditerranée, (Métropole TPM) en tant qu'autorité délégante, et la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), en tant que délégataire, la présente convention a pour objet la définition des modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans l'usage du Réseau Mistral, sur l'ensemble du périmètre de transport urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'année 2023 (du mois de mai à décembre 2023 inclus).

L'accès au tarif réduit des transports s'inscrit dans une démarche d'insertion pour les allocataires du RSA qui rencontrent des difficultés matérielles pour se déplacer dans le cadre de leur projet d'insertion.

ARTICLE 2 – Modalités pratiques

Article 2.1 - Tarif applicable aux bénéficiaires du RSA sous contrat d'engagement réciproques (CER) ou projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) :

Les allocataires du RSA susvisés peuvent prétendre au titre « 10 voyages tarif réduit » sur les lignes terrestres et maritimes du Réseau Mistral (hors services personnes à mobilité réduite – TPMR et taxis bus de nuit).

La tarification sociale s'applique sur l'ensemble du territoire de la Métropole TPM.

Au 1er mai 2023, le prix à tarif réduit pour 10 voyages est de 6,90 € (TTC) tandis que le titre de 10 voyages tarif normal est de 10 € (TTC).

Article 2.2 - Ayants droits :

Peuvent prétendre au tarif, les allocataires du RSA et leurs ayants droits (conjoint, concubin, pacsé) :

- domiciliés dans l'une des communes de la Métropole TPM,
- titulaires d'un contrat d'engagements réciproques ou d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours de validité.

Article 2.3 - Modalités de rechargement du profil « allocataires du RSA » permettant l'utilisation du tarif « 10 voyages tarif » :

Les personnes titulaires d'une fiche de liaison doivent se présenter dans une agence commerciale du Réseau Mistral et se voient remettre en échange de la fiche de liaison, soit, lors d'une création une carte sans contact « Mistral » sur laquelle est porté le profil « allocataire du RSA » pour la période fixée par la fiche de liaison (3, 6, 9 ou 12 mois). Sur ce support « sans contact », le titulaire peut charger, dans les agences commerciales ou chez les commerçants dépositaires, et pour la durée du profil, le titre « 10 voyages tarif réduit ».

Article 2.4 - Etude préalable des droits :

Les travailleurs sociaux des Unités Territoriales et Sociales (UTS) du Département du Var et les organismes habilités par le Département du Var, que sont Pôle emploi, la Mutualité sociale agricole (MSA), le Centre départemental pour l'insertion sociale (CEDIS), Les amis de Jéricho, UDV, l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), Logivar UDV, API Provence, Archaos, En chemin, l'Association Nationale de Prévention Alcoolologie Addictologie (ANPAA), Ariane Méditerranée, l'AVIE, AXIS, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Face Var, Initiative formation appui pédagogique emploi (IFAPE), Garrigues, Maison de l'emploi Toulon Provence Méditerranée (MDE TPM), procèdent à l'étude préalable des droits à la tarification sociale des intéressés.

Depuis le mois de janvier 2023, la liste des prescripteurs sera élargie aux opérateurs d'accompagnement retenus dans le cadre de l'appel à projets FSE+ lancé par le Département. Après accord préalable des parties, la liste exhaustive des partenaires concernés sera communiquée à la Métropole TPM et la société RD TPM par le Département.

Ils remettent à l'allocataire du RSA, sur présentation des justificatifs requis (pièces d'identité, justificatif de domicile, contrat d'engagement réciproques validé par le Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) ou PPAE, une fiche de liaison dûment remplie et validée à partir de laquelle le délégataire de transport public (RD TPM) est habilité à créer ou valider un profil « allocataire du RSA » sur la carte sans contact « Réseau Mistral ».

Article 2.5 - Suivi statistique :

La Métropole TPM, par l'intermédiaire du délégataire, la société RD TPM, centralise l'ensemble des données relatives aux allocataires bénéficiant de la mesure et fournit sur simple demande du Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) à la fin de chaque trimestre civil, la liste des personnes pour lesquelles le profil « allocataires du RSA » a été validé. Ce listing, transmis via un logiciel de cryptage, comporte l'identité des intéressés, le numéro de la carte et la durée de sa validité, la commune de résidence, ainsi que toutes données utiles au suivi statistique du dispositif.

ARTICLE 3 – Modalités de la participation du Département

La participation de Département du Var correspond :

d'une part, aux frais d'établissement des cartes nominatives au tarif de :

- 8 € pour une carte valable sur la durée du contrat d'engagements réciproques d'une année,
- 6 € pour un contrat d'une durée de 9 mois,
- 4 € pour un contrat d'une durée de 6 mois,
- 2 € pour un contrat d'une durée de 3 mois.

Et d'autre part, au montant de la réduction forfaitaire accordée aux allocataires du RSA. Cette réduction – pour les voyages effectués – est égale à la différence entre le prix du tarif normal (1,00 €, tarif en vigueur au 1^{er} janvier 2023) et le prix tarif « réduit » (soit 0,69 € en vigueur au 1^{er} janvier 2023) multiplié par la mobilité mensuelle forfaitaire moyenne des allocataires du

RSA et le nombre de cartes Mistral dont le contrat profil « allocataires du RSA » en cours de validité.

Les tarifs de référence sont fixés chaque année par délibération de la Métropole TPM, Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Le montant maximum prévisionnel de la participation du Département du Var pour la période courant du 1^{er} mai 2023 au 31 décembre 2023 est de 100 000 €.

La participation est mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant est crédité sur le compte de la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire de la Métropole TPM, sur la base des factures trimestrielles présentées par ladite société au Département à trimestre civil échu ou, en cas de résiliation de la présente convention, sur la base de la dernière facture mensuelle ou bimensuelle établie à terme échu.

Le comptable est le payeur départemental du Var qui assure le versement.

ARTICLE 4 – la protection des données personnels

Article 4.1 - Confidentialité :

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité.

Par ailleurs, les personnes amenées à intervenir dans les missions assurées auprès des allocataires du revenu de solidarité active sont tenues au secret professionnel tel que prévu à l'article L262-44 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4.2 – Protection des données à caractère personnel et formalités – Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) :

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Ces dispositions concernent :

- le droit d'information des personnes en cas de collecte de données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- l'exercice des droits des personnes en cas de gestion des données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- la communication du nom du délégué à la protection des données et ses coordonnées conformément à l'article 37 du Règlement (UE) 2016/679 ;
- la déclaration écrite de la tenue d'un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679.

Article 4.3 – Sécurité des données à caractère personnel :

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement :

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise

en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à s'aider mutuellement pour la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (Art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et liberté des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du règlement), les signataires s'engagent à s'informer, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance, en cas de survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données.

Ils documentent le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

ARTICLE 5 – Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée de 8 mois, sous réserve de la prolongation par voie d'avenant du contrat de délégation de service public liant la Métropole TPM, en tant qu'autorité délégante, et la société RD TPM, en tant que délégataire.

ARTICLE 6 - Modification de la convention :

La présente convention pourra être modifiée par avenant dans le cas où la Métropole Toulon Provence Méditerranée serait amenée à délibérer sur une nouvelle grille ou un nouveau barème tarifaire.

ARTICLE 7 - Résiliation de la convention :

Au cours de cette période, elle peut être résiliée à l'initiative du Département du Var ou de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, moyennant un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit et à effet immédiat, dans l'hypothèse où la Délégation de Service Public prendrait fin au cours de l'exercice.

ARTICLE 8 – Caractère exécutoire de la convention :

La présente convention entre en vigueur après avoir été signée par les parties.

ARTICLE 9 : le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Toulon, le

**Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée**

**Pour le délégué, la
société RD Toulon
Provence Méditerranée
(RD TPM)**

**Pour le Conseil
Départemental du Var**

**Le Président
Jean-Pierre GIRAN**

**La Directrice
Claudine SCHULTZ**

**Le Président
Jean-Louis MASSON**